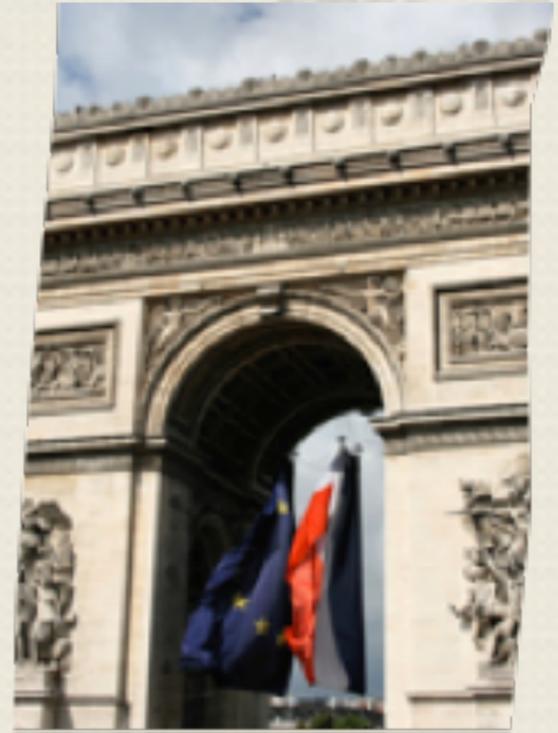


LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 7 JUIN 2017

SOMMAIRE

- 1) « Respectez notre Démocratie »
- 2) Ils l'ont bien cherché le bâton pour se faire battre
- 3) Grande foire chez Valls
- 4) Le pire est à venir...
- 5) Un peu n'importe quoi chez les candidats LRM
- 6) L'éducation selon Macron
- 7) Le conseil des bourgeois...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Mélenchon attaque Macron sur son projet de réforme du Code du travail





Jean-Luc Mélenchon @JLMelenchon
#Macron veut passer le code du travail à la déchiqueteuse - Communiqué
[http://melenchon.fr/2017/06/05/macron-veut-passer-code-travail-a-dechiqueteuse/ ...](http://melenchon.fr/2017/06/05/macron-veut-passer-code-travail-a-dechiqueteuse/)

"Monsieur le président, respectez notre démocratie : rendez public le projet de vos ordonnances sur le code du travail avant l'élection" législative, a tweeté ce lundi matin Jean-Luc Mélenchon, alors que Le Parisien dévoile un document de travail portant sur cette réforme.

Dans un billet de blog, le quatrième homme de la présidentielle, candidat aux législatives à Marseille, estime que le chef de l'Etat veut "passer le code du travail à la déchiqueteuse".

tempsreel.nouvelobs.com

MAIS AUSSI

1) A Toulouse, Mélenchon somme Macron de publier le texte de la réforme du code du travail



Jean-Luc Mélenchon au port de l'Embouchure à Toulouse, lundi 5 juin 2017. / © Jean-Pierre Duntze / France 3 Midi-Pyrénées

En visite à Toulouse ce lundi pour y soutenir les candidats de la France Insoumise aux législatives, Jean-Luc Mélenchon a sommé le gouvernement de "publier les véritables textes" sur la réforme du Code du travail avant le second tour des législatives, par "loyauté" envers les électeurs.

Par Laurence Boffet

Il est venu à Toulouse pour relancer la campagne des législatives et "donner le coup de main aux candidats de la France Insoumise" dans la ville rose. Mais impossible pour Jean-Luc Mélenchon de ne pas évoquer la réforme du code du travail alors que Le Parisien publie ce lundi un document présenté comme "l'avant-projet de loi" sur la réforme. Il a sommé Emmanuel Macron de "publier les textes" sur la réforme du Code du travail avant les législatives.

Sur les quais étroits longeant le Canal du Midi, quelques centaines de personnes, affiches et pancartes en main, étaient venues accueillir la péniche de La France insoumise (LFI) qui a sillonné la Ville rose durant une bonne partie de la journée. Au fil de l'eau, entre platanes centenaires et écluses, le tribun a profité de la nouvelle polémique sur le Code du travail pour galvaniser ses troupes, dans une ville où il était arrivé en tête à la présidentielle avec plus de 29%, et avait rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes avant le 1er tour.

L'appel à la loyauté du gouvernement

"Je dis à Monsieur Macron que ce n'est pas normal que ce soit un média qui soit obligé de faire connaître ses intentions et je dis respectez la démocratie" a ainsi déclaré le leader de la France Insoumise avant d'ajouter, "je dis au président:

c'est votre devoir, et au Premier ministre : ce n'est pas loyal si nous allons à une élection sans savoir sur quoi on vote alors que vous, vous le savez".

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-melenchon-somme-macron-publier-texte-reforme-du-code-du-travail-1267141.html>

Le gouvernement a assuré lundi qu'il transmettrait mardi aux partenaires sociaux son "programme de travail" sur son projet, affirmant que le document du Parisien "n'émanait pas" du gouvernement. "Alors, que le gouvernement publie les véritables textes" a répondu Jean-Luc Mélenchon, "que le chef de l'Etat dise ce qu'il a l'intention de faire, et nous en discuterons, et qu'il n'attende pas la fin du 2e tour pour dire à quelle sauce il a l'intention de manger les acquis sociaux".

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-melenchon-somme-macron-publier-texte-reforme-du-code-du-travail-1267141.html>

Le document publié par le quotidien, qui date d'avant l'investiture du président Emmanuel Macron, liste huit ordonnances principales qui concernent la "négociation à la carte dans les entreprises", le barème des prud'hommes, le référendum à l'initiative de l'employeur, la redéfinition du rôle de l'accord de branche, la fusion des instances représentatives du personnel ou encore la réforme de l'assurance chômage.

Selon Jean-Luc Mélenchon, cela mettrait à bas "toutes les conquêtes sociales d'un siècle et demi". "Tous les aspects qui depuis un siècle ont donné lieu à négociation et à la loi sont remis en cause. Les protections dont bénéficient les travailleurs par le code du travail sont abrogées et renvoyées à d'improbables rapports de force locaux".

Recentrer le débat

A Toulouse, Jean-Luc Mélenchon a appelé à recentrer le débat : " le débat devrait se recentrer sur les questions du travail plutôt que sur les petites phrases et les polémiques souvent subalternes que nous avons connu jusqu'à présent". Pour lui, les révélations du Parisien vont offrir un "tournant dans l'élection", même s'il se refuse à tout pronostic sur le nombre des députés de la France Insoumise dans la prochaine Assemblée. "'Au minimum, nous constituerons un groupe. Personne ne sait ce qui va sortir de la pulvérisation du PS et des LR", a-t-il dit. "Tout se joue sur le fait qu'on remobilise les gens qui ont voté pour nous à la présidentielle".

france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie

LAPRESSEENREVUE.EU

2) Législatives : à Toulouse, Benoît Hamon soutient un autre candidat que celui investi par le PS

Le candidat du Parti socialiste à la Présidentielle soutient un autre candidat que celui de son camp aux Législatives 2017, dans la 2e circonscription de la Haute-Garonne. Détails.

L'ex-candidat malheureux du Parti socialiste à la Présidentielle 2017 (6,36 %), Benoît Hamon, ne soutiendra pas le candidat de son camp, lors des élections législatives des 11 et 18 juin 2017, dans la 2e circonscription de la Haute-Garonne, qui couvre une partie de Toulouse et le nord-ouest de la Ville rose (L'Union, Montrabé).

Le candidat EELV « a toute ma confiance » dit Benoît Hamon



Benoît Hamon, candidat PS à la Présidentielle 2017, lors de sa visite dans le quartier des Izards, à Toulouse, mardi 18 avril 2017 (Photo : Côté Toulouse/Pablo Tupin-Noriega)

L'ex-candidat malheureux du Parti socialiste à la Présidentielle 2017 (6,36 %), Benoît Hamon, ne soutiendra pas le candidat de son camp, lors des élections législatives des 11 et 18 juin 2017, dans la 2e circonscription de la Haute-Garonne, qui couvre une partie de Toulouse et le nord-ouest de la Ville rose (L'Union, Montrabé).

Le candidat EELV « a toute ma confiance » dit Benoît Hamon

Alors que l'inamovible Gérard Bapt brigue un énième mandat de député - avec 35 ans de mandats, il est l'un des plus vieux pensionnaires du Palais Bourbon (depuis 1978 hormis la période 1993-1997) -, l'élus des Yvelines lui préfère... le candidat écologiste, Salah Amokrane, qui avait notamment été candidat à la mairie de Toulouse en 2001, avec Les Motivés (12,38 %).

Salah Amokrane a accepté de m'apporter ses idées et ses convictions en faveur de l'égalité et de la justice sociale lors des élections présidentielles, indique Benoît Hamon dans un communiqué. Il incarne le renouvellement véritable dont notre assemblée a besoin : des femmes et des hommes forgés par les combats de terrain. Il a toute ma confiance.

Il faut sans doute y voir un renvoi d'ascenseur à Salah Amokrane, qui s'était personnellement impliqué dans l'aventure présidentielle de Benoît Hamon, et faisait même partie de son staff de campagne, puisqu'il était son « conseiller justice sociale et égalité ».

Salah Amokrane était dans l'équipe de campagne de Benoît Hamon : ci-dessus, en haut, parmi la « gouvernance citoyenne ». (Image : DR)

Gérard Bapt avait parrainé... Benoît Hamon !

Bien qu'élus depuis longtemps à l'Assemblée, Gérard Bapt fait partie des rares parlementaires qui avaient anticipé de longue date le non-cumul : le député avait démissionné de son mandat de maire de Saint-Jean (Haute-Garonne) à l'automne 2012.

C'est d'autant plus étonnant que Benoît Hamon avait loué le travail du député haut-garonnais sur les perturbateurs endocriniens à l'occasion de son meeting

à Toulouse, avant le premier tour. Et surtout, Gérard Bapt, bien que de sensibilité social-démocrate, ne fait pas partie des socialistes qui avaient lâché Benoît Hamon en cours de route pour Emmanuel Macron... Le député de la Haute-Garonne avait même donné son parrainage à Benoît Hamon pour l'élection présidentielle 2017. Le voilà remercié par son camarade.

Guillaume Laurens
Rédacteur en chef adjoint

actu.cotetoulouse.fr

II) Législatives : le PS dans l'angoisse d'une raclée historique

Déboussolés par leur score à la présidentielle, les socialistes se souviennent avec effroi de leur défaite record aux législatives de 1993. Mais redoutent une défaite plus cuisante encore.



Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire d'un PS affaibli. (Sipa press)

Il y a encore quelques mois, les socialistes pensaient pouvoir éviter le pire. Le pire, c'était 1993, ces législatives en forme d'hécatombe et ce groupe réduit comme peau de chagrin à 57 députés. A une semaine du premier tour, pour le même résultat, les socialistes signeraient des deux mains. Les sondages leur promettent entre 20 et 30 unités, soit dix fois moins que sous le quinquennat Hollande. Avec un sens prononcé de l'euphémisme, Benoît Hamon, qui doit lutter pour sauver son siège, parle d'une "configuration compliquée" quand Bernard Cazeneuve, lui, se démultiplie au chevet des candidats moribonds comme pour leur administrer l'extrême-onction.

"Le score de 1993, ce serait une divine surprise pour le PS, souligne Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop. Il est fort probable que le PS ait un nombre de députés bien inférieur. Il y a un phénomène massif : les électeurs PS de 2012 se reportent sur le candidat En marche!. On assiste à un remplacement plutôt qu'à une alternance." Côté PS, un dirigeant l'admet : on ne se prépare pas à une simple vague Macron, mais bien à un « tsunami ».

"Une longue descente aux enfers"

"On baigne dans une ambiance de béatitude complète vis-à-vis de Macron, mais on risque d'avoir une assemblée de néophytes, le petit doigt sur la couture du pantalon", alerte Luc Carvounas, candidat dans le Val-de-Marne. "Les Français sortent de dix années de profonde déception, reconnaît cet ancien proche de Valls. L'électorat de droite a reproché à Nicolas Sarkozy d'avoir flirté avec la ligne Buisson et, sur le terrain, l'électorat de gauche nous reproche encore la déchéance de nationalité et la réforme du Code du travail."

Faire pire qu'en 1993, le challenge paraissait élevé. A l'époque, l'usure du pouvoir et la montée du chômage avaient plombé la fin du règne de François Mitterrand. "La défaite de 1993 est une défaite morale, ajoute Julien Dray, alors candidat et désormais porte-parole de la campagne de 2017. Ce fut une longue descente aux enfers, émaillée de beaucoup d'affaires. Il y avait de l'hostilité. Là, ce n'est pas pareil, même si les gens ne comprennent plus rien à notre histoire et qu'il y a de la déception et de l'indifférence." L'hostilité, Christian Bataille, réélu en 1993 et actuellement candidat s'en souvient : "J'avais pris un taxi, j'ai cru que le chauffeur allait me faire descendre quand il a su que j'étais au PS... Il y avait une rancœur contre une politique qui avait lâché la bride au milieu financier, comme sous Hollande. J'entendais dire que

le PS était mort, ce n'était pas mon avis. Aujourd'hui, je doute. »

"Trois stratégies en même temps"

Les socialistes déboussolés pouvaient tout de même se raccrocher à quelques figures tutélaires. Certes, les "résistants" du Palais-Bourbon se rappellent le Premier ministre sortant Pierre Bérégovoy, blême, isolé dans l'hémicycle et errant dans les couloirs comme s'il portait seul le poids de la défaite. Mais il restait Mitterrand, la statue du commandeur, toujours à l'Élysée. Et Rocard, inventif et populaire, reprenait les rênes du PS. Aujourd'hui, à qui se rattacher? A quelle ligne politique? Beaucoup s'interrogent. Les uns font valoir que l'option sociale-libérale a été invalidée avec ce quinquennat au bout duquel Hollande n'a même pas été en mesure de se représenter. Les autres pointent du doigt la ligne écolo-socialiste de Hamon et son score catastrophique de 6,35%.

Depuis cette raclée électorale, le PS erre comme un canard sans tête. En quelques mois, Valls est passé d'ancien chef de la majorité socialiste à franc-tireur menacé dans sa circonscription. Il incarne une ligne pro-Macron, quand le trio Cazeneuve-Cambadélis-Le Foll campe sur l'autonomie et que Hamon tente d'empoigner le drapeau de l'opposition. "Il y a un manque total de stratégie du PS ou plutôt il y a trois stratégies en même temps", s'inquiète Guillaume Balas, chargé de lancer le 1er juillet le mouvement transpartisan de Hamon pour "reconstruire une gauche sociale et écologique ».

"En 1993, ils nous avaient accueillis comme des survivants"

Pour couronner le tout, les socialistes semblent, contrairement à 1993, avoir perdu le leadership de la gauche au profit d'un Jean-Luc Mélenchon qui veut "remplacer" le PS. Mais sa dynamique est un peu retombée et vu le mode de scrutin, le PS peut encore espérer envoyer plus de députés à l'Assemblée que La France insoumise.

Les sondages promettent surtout à Macron de rafler la mise. "En 1993, où on était toujours dans l'alternance classique gauche-droite, note Michel Destot, de nouveau candidat à Grenoble. Là, les partis de gouvernement n'ont pas répondu aux attentes et sont un peu renvoyés dos à dos." Peu de temps après les législatives, François Mitterrand avait invité à sa table quelques députés socialistes. Destot raconte : "Ils nous avaient accueillis comme des survivants et, avec son humour grinçant, il avait fait un tour de table pour comprendre comment nous nous en étions tirés." Puis Mitterrand avait décrit la situation tendue entre son premier ministre Balladur et Jacques Chirac, déjà candidat pour l'Élysée. "Contrairement à ce que vous pensez, vous reviendrez plus tôt que prévu", avait-il lancé à la stupeur des convives. Une phrase que les socialistes voudraient encore croire vraie.

Par Arthur Nazaret Suivre @ArthurNazaret



III) Législatives françaises: "capharnaüm" dans la circonscription de l'ex-Premier ministre Valls

Un chanteur, un provocateur et 19 autres candidats au profil hétéroclite mènent campagne contre l'ex-Premier ministre socialiste Manuel Valls, casting le plus surprenant des élections législatives prévues en France les 11 et 18 juin.

"Cirque", "capharnaüm", "grand n'importe quoi"... les électeurs de cette circonscription d'Essonne, territoire populaire et cosmopolite du sud de Paris, rivalisent de qualificatifs sur cette affiche électorale.

Et pour certains, c'est l'ancien chef du gouvernement de François Hollande le premier responsable. Il "paie plein pot l'échec du quinquennat" ainsi que l'"hystérisation du débat politique" à laquelle il a participé ces dernières années, affirme par exemple Michel Nouaille, candidat communiste.

Parmi les candidats, figurent un fantasque chanteur de variétés et un humoriste agitateur plusieurs fois condamné pour antisémitisme associé à un jeune homme célèbre pour avoir giflé Valls. "Bienvenue en absurdie", résume un hebdomadaire.

"Pense à moi comme je t'aime", chante Francis Lalanne, dans un de ses titres les plus connus. Mais cette fois, le compositeur-interprète, cheveux longs et cuissardes, change de registre: suppléant d'un candidat écologiste, il veut porter "une alternative citoyenne à la politique politicienne" incarnée par M. Valls et se défend de toute candidature "loufoque".

Le comique Dieudonné MBala MBala est lui aussi venu pour l'ancien Premier ministre. Pour faire "face à celui qui a voulu me faire taire, celui qui a voulu me détruire, moi et ma famille", explique-t-il dans une vidéo.

Humoriste apprécié avant que ses dérapages antisémites ne lui valent plusieurs condamnations, celui que tout le monde appelle Dieudonné avait vu ses spectacles interdits par l'ancien Premier ministre.

Il a choisi comme suppléant un militant identitaire breton, Nolan Lapie, qui avait donné une claque à M. Valls lors d'un déplacement, écopant au passage d'une peine de prison avec sursis.

Sur les affiches de Dieudonné placardées à Evry, Corbeil ou Courcouronnes, les grandes villes de la circonscription, le jeune homme au visage lunaire porte ce geste en étendard: il se présente comme "le gifleur de Manuel Valls".

Pour l'ex-chef du gouvernement, ces candidatures sont "un manque de respect vis-à-vis des électeurs", comme il l'a dit au quotidien Le Parisien.

Ses rivaux l'analysent au contraire comme un juste retour des choses, en raison de sa personnalité et du bilan de son gouvernement.

- 'Les gens sont paumés' -

"Il y a une volonté chez beaucoup de se faire Valls", résume M. Nouaille.

L'homme politique de 54 ans, connu pour ses coups de sang et son caractère intransigeant, mène d'ailleurs campagne en cavalier seul: "la République en Marche" (LREM) du nouveau président Emmanuel Macron, lui a refusé son investiture, tout comme le Parti socialiste, sa formation d'origine.

Sa présence et les réactions exacerbées qu'elle suscite ne sont pas le seul ingrédient de confusion: le nombre des candidats (22, soit 8 de plus que la moyenne nationale), et leurs positionnements politiques flous compliquent la donne.

"Les gens sont paumés, ils n'y voient plus clair", reconnaît pour l'AFP Jean-Luc Raymond, l'un des quatre candidats à revendiquer la bannière de la majorité présidentielle - alors que REM a choisi de n'investir aucun candidat.

A droite, les Républicains (LR) avouent mener une campagne difficile pour "remobiliser les électeurs" après la défaite cinglante du candidat de leur parti, François Fillon, au premier tour de la présidentielle, dans un climat de soupçons et d'affaires.

Au niveau local comme au niveau national, ils peinent à clarifier leur ligne politique face au centrisme incarné par le nouveau président de la République. "Beaucoup d'électeurs ont envie de croire en Macron, on a tous envie d'y croire d'ailleurs", confie leur propre candidate locale, Caroline Varin.

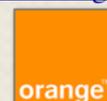
A gauche, le message n'est pas beaucoup plus clair.

Deux listes se réclament de la dynamique du candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon, qui a fait de bons scores dans l'Essonne: d'un côté, Farida Amrani, officiellement investie, de l'autre M. Nouaille, soutenu par les écologistes et par celui qui a porté les couleurs socialistes à la présidentielle, Benoît Hamon.

Donnée au coude à coude avec M. Valls dans un sondage, Farida Amrani se veut confiante: "les gens voient bien que 22 candidatures, ça peut être un boulevard pour Manuel Valls, du coup ils vont se recentrer sur ceux qui ont un programme crédible pour l'emporter".

"On veut se tourner vers l'avenir", dit-elle. Son but: voir "s'effondrer le vieux monde" politique qu'incarne à ses yeux l'ex-Premier ministre.

actu.orange.fr



IV) Ordonnances : La loi travail II s'annonce pire que prévu

par Malika Butzbach

Les projets d'ordonnances dévoilés par Le Parisien vont bien au-delà de ce qu'Emmanuel Macron avait annoncé durant sa campagne. Tout n'avait pas été dit non plus aux syndicats.

Comme en février 2016 pour la loi travail I, c'est par voie de presse, et dans Le Parisien, que les contours provisoires de la loi travail II ont été révélés lundi 5 juin. Première surprise, ce ne sont plus 3 mais 8 chantiers qui devront être menés par ordonnances, c'est-à-dire sans travaux parlementaires, dès la fin de l'été.

La première ordonnance, jugée « prioritaire » concerne l'énorme chantier de « l'inversion de la hiérarchie des normes ». Comme la loi El Khomri a commencé à le faire pour le temps de travail, des pans entiers du droit du travail seront désormais négociables à l'échelle de l'entreprise. Ainsi, les termes du contrat de travail (motifs de licenciement, préavis, indemnités) deviendraient modulables, comme le respect de la grille de salaires de la branche professionnelle, ce qui ouvre la porte à des baisses de salaires. Si les seuils d'exposition des salariés aux matières dangereuses restent dans la loi, le droit d'alerte, le droit de retrait en cas de danger, la protection pour les salariés de moins de 16 ans ou encore les obligations en matière d'équipements relèveraient des accords d'entreprise.

Autre surprise de taille, selon Le Parisien, le gouvernement entend ouvrir dès l'été, par voie d'ordonnance, la réforme explosive de l'assurance-chômage. « L'État doit reprendre la main » et la caisse d'assurance chômage, gérée aujourd'hui par les syndicats, devra être « financée par l'impôt », lit-on dans les motifs de la huitième ordonnance. Comme annoncé lors de la campagne, celle-ci prône l'extension des droits chômage aux démissionnaires, ce qui laisse présager une baisse des allocations, car le candidat Macron tablait sur une économie de 10 milliards d'euros par an sur l'assurance chômage, qui sera difficile à atteindre par une baisse durable (et honnête) du nombre de demandeurs d'emploi.

Enfin, ce qui choque dans cet avant-projet de loi, c'est l'absence de concessions du nouveau président de la République. La création d'un « chèque syndical » et l'incitation à associer les salariés aux conseils d'administration des grandes entreprises pèseront peu, face aux nombreux casus belli qui figurent dans le texte révélé ce lundi : plafonnement des indemnités prud'homales, fusion des instances représentatives du personnel, référendum d'entreprise à l'initiative de l'employeur. Alors que depuis le 23 mai, les syndicats sont reçus à Matignon pour dialoguer sur cette réforme du travail, ceux-ci n'ont pas eu accès à certaines dispositions du texte, qui ne se trouvent que dans le document d'orientation. Voilà qui donne le ton pour le quinquennat.

politis.fr

MAIS AUSSI

3) Réforme du Code du Travail : la gauche crie à la "régression sociale"

tempsreel.nouvelobs.com

Une situation explosive avant le premier tour des élections législatives ? "Le Parisien" a dévoilé un document daté du 12 mai, soit avant l'investiture d'Emmanuel Macron et la constitution du gouvernement, et présenté comme "l'avant-projet de loi" sur la réforme du travail et qui va "au-delà des éléments annoncés jusqu'à présent".

Ce document liste huit ordonnances concernant notamment "la négociation à la carte dans les entreprises", le barème des prud'hommes, le référendum à l'initiative de l'employeur, la redéfinition du rôle de l'accord de branche, la fusion des instances représentatives du personnel ou encore la réforme de l'assurance chômage.

"Un document de travail"

Cet "avant-projet" donne en particulier une très large place à l'accord d'entreprise, y compris pour négocier sur le "contrat de travail", ce qui n'avait jamais été évoqué jusqu'ici.

"C'est un document de travail de campagne, qui date d'avant l'annonce de la composition du gouvernement", affirme Matignon à l'AFP. "Il n'émane donc pas du gouvernement et ne l'engage pas", a précisé la même source.

Le ministère du Travail explique dans un communiqué, que ce document "n'éman(ait) pas du gouvernement ».

"Suite aux consultations récentes avec les partenaires sociaux, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, leur adressera comme prévu un programme de travail mardi en fin de journée qui servira de base à la concertation qui aura lieu durant les prochaines semaines."

Une "déclaration de guerre sociale"

Pour Jean-Luc Mélenchon, ce document est une "déclaration de guerre sociale" que le gouvernement voulait "dissimuler jusqu'aux élections législatives". Le leader de La France insoumise a donc sommé le gouvernement de "publier les véritables textes" sur la réforme du Code du Travail avant le second tour des législatives, par "loyauté" envers les électeurs.

Une demande déjà portée le 24 mai par le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis et exprimée aussi lundi par Roger-Gérard Schwartzberg (PRG).

"Que le gouvernement publie les véritables textes, que le chef de l'Etat dise ce qu'il a l'intention de faire, et nous en discuterons, et qu'il n'attende pas la fin du 2e tour pour dire à quelle sauce il a l'intention de manger les acquis sociaux."

Selon Jean-Luc Mélenchon, ce projet mettrait à bas "toutes les conquêtes sociales d'un siècle et demi". "Le Code du Travail n'est pas le Code de la Route. Chaque page est une histoire de lutte, de grèves, et de rapports de force." Et d'enchaîner :

"Tout se rediscute au niveau de l'entreprise mais à ce niveau, c'est la liberté qui opprime le faible et qui protège le fort. Vous avez des tas d'entrepreneurs dans le pays qui n'ont pas envie de malmener leurs salariés mais, dès lors que le concurrent dans la même branche exactement aurait des conditions salariales plus avantageuses que lui, ça va se répandre comme une traînée de poudre."

"Si un tel texte était mis en œuvre", ce serait "la mort du contrat de travail", avertit de son côté Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

#PasdeMajoritépourMacron

Sur Twitter, l'ancien candidat socialiste à l'élection présidentielle Benoît Hamon estime que "'le Parisien' révèle le plan Macron pour affaiblir le contrat et la durée de travail sans vote". En ajoutant un hashtag "Pas de majorité pour Macron".



Benoît Hamon @benoithamon

Le Parisien révèle le plan Macron pour affaiblir le contrat & la durée de travail sans vote #PasdeMajoritépourMacron <http://m.leparisien.fr/politique/exclusif-le-plan-de-macron-pour-reformer-le-travail-04-06-2017-7017384.php> ...

Et d'encherir : *"Quels démocrates peuvent accepter qu'une réforme du droit du travail aussi radicale et régressive puisse être passée par ordonnances ?"*



Benoît Hamon @benoithamon

Quels démocrates peuvent accepter qu'une réforme du droit du travail aussi radicale et régressive puisse être passée par ordonnances?

Pour l'Ugict-CGT (cadres), il pourrait s'agir de "créer de nouveaux cas de recours au CDD, de modifier ou supprimer la durée maximale d'un CDD et le nombre de renouvellements" ou de "modifier le montant" de la prime de précarité.

Dans un "décryptage" du document, l'Ugict-CGT rappelle que ce qui concerne les licenciements (motifs, procédure, préavis) est aujourd'hui "défini par la loi". "Prédéfinir des motifs de licenciement soit dans le contrat de travail, soit dans un simple accord d'entreprise" sont des "revendications de longue date du Medef", souligne le syndicat.

L'Obs
Journaliste



4) Le SMIC et le Code du travail détruisent des emplois

Nicolas Lecaussin
fr.irefeurope.org

Directeur du développement de l'IREF, Nicolas Lecaussin est diplômé de Sciences-po Paris, ancien président de l'iFRAP (Institut Français de Recherche sur les Administrations Publiques), fondateur de Entrepreneur Junior et auteur de plusieurs ouvrages sur le capitalisme, l'État et les politiques publiques. Dernier livre publié : "L'obsession antilibérale française".

Le modèle social français crée non seulement du chômage de masse, mais fabrique aussi des travailleurs pauvres.

Les arguments les plus fréquents présentés par les adversaires de la réforme du marché du travail concernent la « paupérisation » des travailleurs en cas de libéralisation et d'introduction de la flexibilité. Ceux-là (ils sont de gauche et de droite) devraient bien lire le dernier Rapport de l'OCDE sur le pourcentage des travailleurs pauvres dans les pays membres.

La France fait partie des... moins bien lotis. Avec 7,1 % des travailleurs pauvres, notre pays est au même niveau que la... Hongrie. Ce pourcentage est même deux fois plus élevé qu'en Allemagne (3,5 %), pays donné comme « mauvais exemple » concernant la réforme du marché du travail.

En réalité, notre SMIC et les rigidités du Code du travail fabriquent des travailleurs pauvres. Les pays mieux classés que la France, comme le Danemark, la Suisse, la Nouvelle Zélande, l'Australie, le Royaume-Uni, l'Irlande sont aussi des pays où le marché du travail est très flexible.

En Suisse par exemple, on ne dénombre que 200 pages de textes juridiques sur le travail, il n'existe pas de salaire minimum fédéral, les salaires sont négociés au niveau intra-branche par des conventions collectives et des accords d'entreprise, et les licenciements n'ont pas besoin d'être justifiés.

L'exemple allemand

En Allemagne, il n'y a pas vraiment de Code du travail comme en France et une disposition très intéressante a été introduite en 2004 : la protection de l'emploi sous forme de contrat à durée indéterminée ne vaut que pour les sociétés de plus de 10 salariés. Dans les PME avec moins de 10 salariés il existe donc une totale liberté de licencier. Enfin, au Royaume-Uni, l'introduction des contrats zéro heure a favorisé une flexibilité importante dans le marché du travail en permettant aux employeurs d'embaucher des salariés et de les faire travailler en fonction des besoins de l'entreprise. La combinaison de ces contrats flexibles négociés directement avec les

entreprises avec une faible indemnisation chômage et un plafonnement du montant total des transferts sociaux produit une incitation forte au travail.

Pourcentage de travailleurs pauvres

FRANCE	7.1 %
ROYAUME-UNI	5.8 %
SUISSE	5.7 %
AUSTRALIE	4.8 %
NOUVELLE ZELANDE	4.7 %
IRLANDE	4.3 %
DANEMARK	3.8 %
ALLEMAGNE	3.5 %

OECD : Income Distribution Database (2016)

Il est dommage que ces chiffres n'aient pas été repris par les défenseurs d'une réforme importante du marché du travail. Ils sont imparables. Le modèle social français crée non seulement du chômage de masse, mais fabrique aussi des travailleurs pauvres.



V) VIDEO. "Il y en a... je ne sais pas d'où ils viennent", déclare Cazeneuve sur certains candidats de la République en marche

Invité de RTL, mardi matin, l'ancien Premier ministre a affirmé que malgré "la nouveauté" apportée par certains candidats aux législatives il fallait "aussi de la densité et de l'expérience".



franceinfoFrance Télévisions

http://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives/video-il-y-en-a-je-ne-sais-pas-dou-ils-viennent-declare-cazeneuve-sur-certains-candidats-de-la-republique-en-marche_2224125.html#xtor=CS2-765-

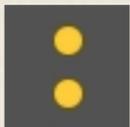
Bernard Cazeneuve en remet une couche. Cinq jours après avoir dit qu'on ne prend "pas la mer avec des barreaux de petit temps", mais plutôt avec "des bateaux éprouvés", l'ancien Premier ministre a redit, mardi 6 juin, les doutes qu'il avait sur l'inexpérience de certains candidats investis par la République en marche en vue des législatives. "Il en y a parmi les candidats dont je ne sais pas d'où ils viennent", a-t-il déclaré sur RTL. Avant de préciser : "Il y a des gens très bien comme dans toute organisation politique, qui ont une aspiration à la modernisation de la vie politique française, qui sont dans la sincérité (...). Si on veut que ce quinquennat réussisse, il faut de la nouveauté, il faut aussi de la densité et de l'expérience."

Bernard Cazeneuve n'apprécie guère également la présence de candidats de la République en marche "contre des jeunes femmes socialistes issues de la diversité". Il avance deux noms : Seybah Dagoma dans la 5e circonscription de Paris, et Najat Vallaud-Belkacem dans la 6e circonscription du Rhône. "Je trouve toujours injuste qu'on n'accompagne pas le parcours politique de

jeunes élus qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour la réussite du quinquennat."

francetvinfo.fr

VI) Parents d'écoliers, de collégiens, de lycéens... Ce qui vous attend avec les mesures de Macron pour l'éducation



Franceinfo



© Fournis par Francetv info

"Il n'y aura pas de 'Loi Blanquer', j'en serai fier", a lancé à la presse le nouveau ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, lors de son déplacement au congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (Peep) à Avignon (Vaucluse), vendredi 26 mai. A la place, le ministre revendique "des évolutions du système, qui ne seront pas verticales."

Depuis sa nomination, l'ancien recteur et ex-dirigeant de l'école de commerce l'Essec, a précisé les mesures, pour réformer l'Education nationale, esquissées par Emmanuel Macron durant la campagne présidentielle. Franceinfo fait le point sur les changements qui vous attendent si vous avez un enfant scolarisé à l'école, au collège ou au lycée.

Si vous vous étiez habitué à la semaine de quatre jours et demi

Les rythmes scolaires pourront être assouplis, et ce dès la rentrée 2017. En clair, il va peut-être falloir, encore, changer votre organisation. Tout dépend de la ville où vous habitez. Trois possibilités se profilent pour les municipalités. D'abord, le statu quo. Là, comme à Paris, pas de changement : votre enfant reste sur un rythme de quatre jours et demi travaillés avec les activités, appelées TAP (temps d'activités périscolaires). "Tous les territoires satisfaits" doivent "continuer" à appliquer l'organisation actuelle, a d'ailleurs précisé le ministre.

Deuxième option : les villes qui le souhaitent peuvent abandonner complètement la réforme et revenir à une semaine de quatre jours, comme c'est le cas à Marseille et à Nice. Dans ce cas-là, il faudra vous réorganiser et trouver une solution de garde pour le mercredi. Enfin, une commune peut décider de conserver la semaine de quatre jours et demi mais d'abandonner les activités périscolaires. Pour vous, a priori, pas de changement dans l'organisation, c'est juste un réaménagement du travail dans les journées de vos enfants.

Mais alors comment cela va-t-il se décider ? Le ministre incite à la concertation entre les "acteurs de terrain". "Chaque communauté éducative pourra déterminer ce qui est le meilleur pour elle, avec un arbitrage in fine de l'inspecteur d'académie pour garantir l'intérêt de l'élève dans le dispositif retenu", a-t-il précisé dans un entretien publié dans La Provence (article payant), vendredi 26 mai. Donc, ce n'est pas la mairie qui décidera en dernier ressort, mais bien l'Education nationale. Néanmoins, si ce n'est pas déjà fait, de nombreux maires vont vous demander votre avis par le biais d'une consultation. A noter, pour beaucoup de communes, que les changements n'interviendront pas avant la rentrée 2018. "On ne prépare pas une rentrée en août, le temps de délai est trop court", explique à franceinfo Agnès Le Brun, vice-présidente de l'Association des maires de France.

Si vous êtes concerné par l'éducation prioritaire

Si votre enfant est dans une classe de CP ou de CE1 en Réseaux d'éducation prioritaire (ex-ZEP), REP ou REP+, ce qui suit va vous intéresser. Le dédoublement des classes dans ces niveaux de zones d'éducation prioritaire est la mesure phare, en matière d'éducation, mise en avant par le candidat Macron. Dès la rentrée, votre enfant va donc peut-être se retrouver dans une classe de douze élèves, au lieu d'une vingtaine aujourd'hui. Invité de BFMTV, le 22 mai, Jean-Michel Blanquer a précisé que les classes concernées sont, dans un premier temps, en REP+. Pour le moment, 2 200 classes ont été identifiées pour passer à douze élèves dès la rentrée 2017, a expliqué le ministre.

Y-aura-t-il assez d'enseignants pour mettre en place ce dispositif ? L'Education nationale compte sur les 4 000 créations de postes déjà prévues à la rentrée. Quant à la question des locaux, le ministre a mentionné dans La Provence des mesures de soutien aux collectivités : "On va travailler avec les communes et l'Association des maires de France pour aider les communes à réaliser les premiers aménagements nécessaires avec une enveloppe budgétaire". Mais Jean-Michel Blanquer s'est dit "très optimiste", sur RTL, mardi 30 mai, même s'il reconnaît qu'"un dédoublement physique à 100%" n'est pas possible. Dans ce cas, un deuxième enseignant pourra être appelé en renfort.

Si votre enfant a déjà deux enseignants dans sa classe, c'est que son école bénéficie du dispositif "plus de maîtres que de classes", qui consiste à affecter un enseignant supplémentaire en renfort dans les écoles. Quid de la pérennité de la mesure mise en place, en 2013, en CP et CE1 dans les Zones d'éducation prioritaire ? Elle devrait être maintenue, assure le ministre, même si les syndicats craignent une disparition prématurée. "Or, nous ne sommes pas encore allés au bout de l'évaluation de ce dispositif", développe, sur CNews, Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du SGEN-CFDT, mardi 30 mai.

Si vous êtes adepte des langues mortes ou des sections européennes

Bonne nouvelle, votre enfant aura désormais plus de chances d'intégrer dans son collège une classe bilingue, une section européenne où il pourra apprendre le latin ou le grec. Ces options ont été "stupidement supprimées", estime Jean-Michel Blanquer. Elles pourront donc être rétablies dès la rentrée prochaine, pour les collèges qui le souhaitent.

Néanmoins, si votre enfant est satisfait des EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires) mis en place par la réforme du collège, pas de panique, ils pourront être maintenus. En clair, il pourra continuer à étudier conjointement les maths, l'histoire et la physique autour d'un même projet, comme la réalisation d'un magazine sur la machine à vapeur. Il s'agit, là encore, de donner de l'autonomie aux chefs d'établissements.

Si vous trouvez qu'il y a trop de devoirs à la maison

Cette mesure risque de vous plaire. Les "devoirs faits" sont l'une des dernières annonces faites par Jean-Michel Blanquer. "Dès la rentrée prochaine, l'objectif est que les enfants rentrent chez eux devoirs faits, a-t-il déclaré lors du congrès de la Peep à Avignon. Ça signifie que des devoirs, il y en a, mais qu'ils ne sont pas faits pour être faits à la maison mais plutôt dans l'établissement, de façon à créer une forme de tranquillité en famille sur ces sujets, d'amenuiser les inégalités qui peuvent exister entre les familles", a détaillé le ministre.

Concrètement, l'idée est que, quand vous allez chercher votre enfant à 18 heures, il n'y ait plus besoin d'ouvrir les cahiers à la maison. Les devoirs auront été réalisés pendant l'étude dirigée, de 16 heures à 18 heures, et ce dans tous les collèges et "pas seulement en éducation prioritaire". Mais il n'y a pas d'obligations. Si vous voulez que votre enfant sorte plus tôt, c'est tout à fait possible. "Ce serait une possibilité offerte aux familles, mais il y aura l'obligation de le proposer" dans les collèges, a ajouté Jean-Michel Blanquer, sur RTL, mardi 30 mai.

Qui encadrera vos enfants pendant ces heures d'études ? Les professeurs pourront être sollicités pour effectuer des heures supplémentaires. Cela peut être aussi les assistants d'éducation. Jean-Michel Blanquer a également évoqué la piste des associations déjà "très efficaces en matière scolaire". Les associations choisies seront labellisées. Par ailleurs, ce dispositif, d'abord appliqué au collège, pourra être étendu "dans le futur" à l'école primaire.

Enfin, avant l'entrée au collège, vous pourrez jeter les cahiers de vacances. Jean-Michel Blanquer souhaite apporter une attention particulière à "la charnière CM2-sixième", qu'il juge "particulièrement importante aussi". Dans La Provence, le ministre de l'Education nationale a évoqué la création de "stages de remise à niveau gratuits fin août pour les élèves qui entrent en

sixième", mais sans plus de précisions sur les modalités.

Si le bac se profile bientôt

Le baccalauréat est souvent une période éprouvante et longue pour les élèves mais aussi leurs parents. Le supplice sera désormais peut-être plus court. "Le bac est très important à mes yeux, mais il doit être plus musclé qu'épais", a déclaré Jean-Michel Blanquer sur BFMTV, le 22 mai. En clair, l'examen pourrait être recentré autour de quatre matières principales, à l'image du brevet.

Cela signifie que l'effort sera à fournir au long court, car le principe du contrôle continu sera appliqué pour les autres matières. Emmanuel Macron avait présenté cette mesure lors de la campagne présidentielle, en avançant notamment le coût élevé du baccalauréat. Quant au calendrier, le ministère évoque un début des discussions, "dans les prochains mois", rapporte Le Parisien. A surveiller donc pour le bac 2018.

msn.com

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Macronie : conseil des ministres, ou conseil d'administration des affaires de la bourgeoisie ?

Le gouvernement, comme « conseil d'administration des affaires de la bourgeoisie », c'est de Marx, et en ces périodes de politique avachie, cela fait du bien de se restructurer le sur-moi en lisant les grands auteurs. C'est notre ami, Bruno Guigue, qui a vu juste en appliquant cette formule au gouvernement du prince banquier.

La politique institutionnelle est par terre – pas un pour relever l'autre, pas un – et il faut chercher chez ceux qui n'ont aucune chance d'être élu ou nommé dans un cabinet pour retrouver une vraie puissance d'analyse. Voici donc que ce texte de Bruno, publié dans Afrique-Asie de ce mois de juin, à diffuser tous azimuts.

NB (Qui n'a – presque – rien à voir) : En Marche ! et le PS ont renoncé à présenter des candidats contre El Blanco, mais ce mec est en train de se faire accrocher par une vraie candidate. Dégager El Blanco est de salubrité publique, votez Farida Amrani.



Élection d'Emmanuel Macron:

Avec les compliments du Cac40, de l'OTAN et de la Françafrique

Par Bruno Guigue

Sauf pour ceux qui croient encore aux vertus de la démocratie bourgeoise, la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle ne fut pas une surprise. Car le dandy de la finance n'a pas seulement été coopté par l'oligarchie. Le chantre de l'ubérisation de la société n'a pas seulement été choyé par des médias aux mains d'une poignée de milliardaires. Comme si cela ne suffisait pas, on a assisté, dans la dernière ligne droite, à une campagne marketing impressionnante. Lancé sur le marché comme une savonnette, le godelureau du Cac40 a effectué une véritable OPA sur l'Elysée.

Victime de ses casseroles, l'ambition présidentielle de M. Fillon a explosé en plein vol. Cette éviction du candidat de droite eut deux conséquences. Elle a ouvert un espace politique au social-libéralisme de M. Macron, et elle a offert la deuxième place à Marine Le Pen. Au deuxième tour, comme prévu, le repoussoir lepéniste a joué son rôle à la perfection. Elaborée par François Mitterrand dans les années 80, la stratégie de l'épouvantail d'extrême-droite a une vertu irremplaçable. Face à la bête immonde, elle transforme n'importe qui en héros national.

Emmanuel Macron en a pleinement bénéficié, et le freluquet qui s'époumonait en meeting sous les applaudissements télécommandés de groupies impubères est devenu le sauveur de la démocratie. L'invocation anachronique du péril fasciste, la séquence médiatique Oradour-sur-Glane et la culpabilisation de l'électorat de gauche ont fait merveille. En jouant sur la peur qu'inspire le FN, M. Macron a obtenu haut la main les deux tiers des suffrages. Les bonnes consciences de la gauche boboisée, au moins, n'auront pas brandi en vain l'épouvantail lepéniste.

Défiant les lois de l'arithmétique, ces bonnes âmes expliquaient que Mme Le Pen risquait d'être élue, que le spectre de 1933 n'était pas loin et que les abstentionnistes étaient des irresponsables. Le seul résultat de ce bourrage de crânes, ce fut dix millions de voix d'avance pour le candidat de la finance. Dotée de moyens colossaux, l'opération marketing fut couronnée de succès. D'une élection difficile, elle fit un plébiscite, et d'un banquier d'affaires un président de la République. L'essentiel était sauf. Le fascisme vaincu, on a enfin pu ranger le trouillomètre.

La première allocution du nouveau président fut à l'image de cette élection-bidon. Du bla-bla de publicitaire, une ritournelle insipide aux allures d'auberge espagnole, un filet d'eau tiède qui consiste à dire à chacun ce qu'il veut entendre. Mais avec la nomination du gouvernement, les choses sérieuses commencèrent. Choisi parmi les jeunes loups de la droite néolibérale, le nouveau premier ministre, à lui seul, est tout un symbole. Composé de juteux allers-retours entre le public et le privé, son Curriculum Vitae scintille d'un véritable joyau. Après le Don Juan du Cac40, voici le lobbyiste radio-actif.

De 2007 à 2010, Edouard Philippe, en effet, exerça les fonctions de directeur de la communication et des affaires publiques d'Areva. En clair, sa mission était de faire du lobbying, notamment auprès des parlementaires acquis à la cause atomique. Selon l'Observatoire du nucléaire, c'est précisément pendant cette période, le 13 janvier 2008, qu'un accord est signé entre Areva et le gouvernement du Niger pour l'exploitation de l'uranium. Or cet accord est contesté par le mouvement touareg, en rébellion contre le pouvoir central de Niamey.

Le précieux minerai est vendu à vil prix par le Niger, et les maigres revenus qu'il procure ne bénéficient pas à la population. Les gisements se trouvant dans les zones de vie traditionnelles des Touaregs, ces derniers se sentent floués. Les troubles qui agitent la région sahélienne sont donc liés à la politique d'une multinationale dont M. Philippe fut le VRP. C'est l'alliance nouée entre certains Touaregs et les djihadistes qui servit de prétexte, en 2013, à l'intervention militaire française. Et ce n'est pas un hasard si la première visite africaine de M. Macron fut destinée à cette région.

A défaut de susciter l'enthousiasme, la séquence politique qui vient de se dérouler est riche d'enseignements. L'élection au forceps d'un télévangéliste formé chez Rothschild était déjà un signe des temps. La nomination à Matignon d'un VRP de l'industrie nucléaire au patrimoine douteux en est un autre. La volatilité des étiquettes politiques et la prolifération des retournements de veste, sur fond de bouillabaisse politicienne à l'approche des législatives, font aussi partie du paysage macronien.

En régime capitaliste, disait Marx, le gouvernement est le « conseil d'administration des affaires de la bourgeoisie ». En faisant main basse sur l'Elysée, le jeune banquier opère la synthèse entre différentes fractions de l'oligarchie. Dès l'été 2017, cette union sacrée de la classe dominante sera scellée sur le dos des travailleurs. Ex-DRH de Dassault-Systèmes, la nouvelle ministre du Travail vient de recruter comme chef de cabinet l'ex-directeur adjoint du MEDEF. Si elle obtient une majorité parlementaire, cette équipe mettra en pièces le code du travail.

LAPRESSEENREVUE.EU

Les détenteurs de capitaux, eux, n'auront pas à se plaindre du nouveau gouvernement. Un exemple ? Paris vient de demander l'annulation d'une réunion consacrée à la Taxe européenne sur les transactions financières. Selon Oxfam-France, un accord sur la TTF européenne était à portée de main, et la France avait une occasion d'agir dans l'intérêt général. Mais l'audace de M. Macron s'évanouit dès qu'il s'agit de mettre un frein à la spéculation financière et de rogner les privilèges des riches.

En politique étrangère, le nouveau président a donné le ton. En s'invitant au Sahel, il s'est coulé dans le moule de la Françafrique. Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, le pillage néo-colonial du continent africain va continuer de plus belle. Le godelureau de l'Elysée joue au dur en serrant la pogne du milliardaire new-yorkais, mais la réalité de la politique élyséenne parle d'elle-même. N'en déplaise aux flagorneurs de la presse française, l'indépendance qu'il revendique n'est que poudre aux yeux.

Affrontant une menace imaginaire, les troupes françaises participent aux manœuvres de l'OTAN dans les pays baltes. Lors de sa rencontre avec le président russe, le freluquet de l'Elysée a ressassé le "fake" habituel sur l'arme chimique, puis il a reçu l'opposition syrienne "off shore", faux-nez de ces terroristes modérés dont raffole l'intelligentsia parisienne. La présidence de François Hollande a battu le record des compromissions avec les marchands d'armes, les monarchies corrompues, les "rebelles modérés" et les néocons de Washington. Tel le Phénix, elle va renaître sous la présidence Macron.

lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr

MAIS AUSSI

4) "Aujourd'hui, une chèvre avec une étiquette Macron a de bonnes chances d'être élue"



Les Français de l'étranger, qui ont déjà voté pour le premier tour des législatives, ont largement plébiscité les candidats de La République en marche.

Dans le droit fil de son résultat à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron a vu son parti arriver en tête dans 10 des 11 circonscriptions des Français de l'étranger, dans un scrutin marqué par une forte abstention, selon les résultats dévoilés lundi soir à l'issue d'un scrutin organisé samedi. Pour les éditorialistes de BFMTV, ce premier scrutin annonce une très large victoire lors du vote en métropole.



Christophe Barbier: "Le vote des Français de l'étranger est indicatif d'un mouvement de fond qui est la logique majoritaire"

"C'est indicatif, ce n'est pas représentatif. C'est indicatif d'un mouvement de fond qui est la logique majoritaire. On a un président, on lui donne une majorité et c'est assez logique, les Français ne veulent pas se déjuger à 40 jours d'écart. Si j'ose dire, aujourd'hui, on prend une chèvre avec une étiquette Macron et elle a de bonnes chances de se faire élire.

Mais, les Français de l'étranger ne ressemblent pas à tous les Français: pour le dire clairement, il y a peu de prolétaires, de France périphérique, de France insoumise, parmi ces Français qui partent tenter leur chance et parfois gagner beaucoup d'argent à l'étranger.

La droite est en très grande difficultés car chez cette France active, qui a tenté l'aventure de l'expatriation, Emmanuel Macron se substitue à la droite libérale, qui avait d'usage les faveurs de cette sociologie. C'était déjà le cas lors de la présidentielle: 26% pour François Fillon, et 40% pour Emmanuel Macron au premier tour. C'est dire si ces Français-là croient dans le coup de pouce, le coup de booster libéral qu'Emmanuel Macron peut incarner pour tous ceux qui veulent réussir. N'oublions pas qu'il a fait un tabac à chaque fois qu'il est allé dans ces contrées dire à ceux qui tentaient leur chance 'Vous êtes la France que j'aime'.

Ces premiers résultats nous disent qu'il se prépare une majorité absolue pour En Marche, sauf catastrophe d'ici le 18 juin. Qui sera l'opposition? La droite évitera-t-elle la casse? Ce n'est pas le cas à l'étranger, ça sera le cas en métropole. En revanche, le PS est menacé de quasi disparition, ou du moins d'état résiduel. Est-ce que la France insoumise et le FN auront un groupe? Voilà les vraies questions pour savoir comment se structurera le paysage politique d'après Macron. Attention, une majorité trop importante pour Emmanuel Macron, cela veut dire beaucoup d'incompétents élus députés, et des frondeurs".



Laurent Neumann: "On se dirige vers une majorité absolue"

"Il faut prendre ces résultats avec prudence car l'électorat des Français de l'étranger est très particulier, il n'est pas représentatif de l'ensemble du corps électoral français, et puis parce que la participation est très faible, on est sous la barre des 20%. Mais une fois que l'on a pris ces éléments de prudence, on assiste à la confirmation de l'élection présidentielle, et à l'amplification de son résultat. Cela veut dire clairement que l'on est en train de se diriger vers une chambre qui pourrait représenter celle de la vague rose de 1981, ou celle de la vague bleue de 1993, en tout cas vers une majorité absolue. Cela veut dire aujourd'hui qu'au PS, au FN et à la France insoumise, on est même pas sûr d'avoir un groupe parlementaire. Rappelons-le, un groupe c'est 15 députés.

Cela pose évidemment plusieurs problèmes démocratiques. Le premier, c'est que la fronde peut être à l'intérieur de cette majorité, ou alors, et ce serait pire, dans la rue".

bfmtv.com



LAPRESSEENREVUE.EU

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue